ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Israël et territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 295

Texte de la question

SITUATION À GAZA

M. le président. La parole est à Mme Élisabeth Guigou, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Élisabeth Guigou. Monsieur le président, chers collègues, ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères.

Depuis plusieurs jours, une nouvelle flambée de violence a éclaté au Proche-Orient. D'un côté, des tirs de roquettes de Gaza vers le Sud d'Israël et, pour la première fois, jusqu'à Tel-Aviv ; de l'autre, des bombardements d'Israël sur Gaza qui ont fait de nombreuses victimes palestiniennes, y compris des femmes et des enfants. Il est urgent d'arrêter ces violences. Il est urgent d'éviter une nouvelle escalade et d'établir enfin un cessez-le-feu durable. En effet, dans cette région déjà soumise à de fortes tensions, il y a tout à craindre d'une radicalisation et d'une contagion du conflit.

Nous savons, monsieur le ministre, que la France est très engagée dans la recherche d'une solution politique et qu'elle soutient la cause du peuple palestinien, dont les aspirations sont légitimes, ainsi que le droit d'Israël à la sécurité. Vous êtes allé dimanche à Jérusalem et à Ramallah. Vous avez multiplié les contacts, notamment avec les dirigeants d'Égypte, de Turquie et du Qatar ainsi qu'avec le secrétaire général des Nations unies et avec nos partenaires européens.

La nuit dernière, les Israéliens ont examiné une proposition de trêve issue de la médiation égyptienne. Ils ont annoncé la suspension provisoire de tout projet d'offensive terrestre. Pensez-vous, monsieur le ministre, qu'Israël puisse prolonger cette trêve et qu'un cessez-le-feu durable puisse être conclu rapidement ?

Mais au-delà, lorsque ce cessez-le-feu, comme nous l'espérons, sera obtenu, il faudra redonner vie au processus de paix, car il n'y a pas d'autre solution durable qu'une paix juste et négociée entre deux États, garantissant une sécurité mutuelle à la Palestine et à Israël. Monsieur le ministre, comment selon vous les obstacles à la reprise des négociations pourraient-ils être levés ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères.* Madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, un cessez-le-feu urgent et durable : voilà ce que vous souhaitez tous et ce à quoi travaille la France. À la demande du Président de la République, je me suis rendu dimanche à Ramallah, à Jérusalem et à Tel-Aviv. J'y ai vu les responsables. Comme vous, j'ai constaté l'extrême gravité de la situation, aussi bien dans la bande de Gaza qu'en Israël.

J'étais au téléphone avec plusieurs de mes collègues juste avant de me rendre dans cet hémicycle, et je puis vous dire que les choses semblent avancer. Je n'en suis pas moins extrêmement prudent, car les revendications d'Israël et du Hamas sont en sens opposé. De quoi s'agit-il ?

Israël demande, avec raison, que le cessez-le-feu concerne non seulement les attaques du Hamas, mais aussi celles de l'ensemble des groupes concernés. Les Égyptiens, le Hamas et d'autres demandent quant à eux un desserrement du blocus de Gaza. C'est là toute la difficulté. Nous engageons notre énergie, nos contacts et nos connaissances pour essayer de faciliter la négociation. Nous avons dit que nous étions disponibles, en particulier à l'Égypte dont il faut saluer le rôle primordial dans toute cette affaire.

Bref, madame la présidente, mesdames et messieurs les députés, il n'y a qu'un objectif : un cessez-le-feu urgent

et durable et la recherche de la paix. Il faut reconnaître les droits des Palestiniens et garantir la sécurité d'Israël. C'est dans ce sens que la France, conformément à sa tradition, essaie d'avancer. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Données clés

Auteur : Mme Élisabeth Guigou
Circonscription : Seine-Saint-Denis (6e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 295
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : Affaires étrangères
Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 21 novembre 2012
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 novembre 2012